

Apia (Samoa), 1^{er} septembre 2014

3^{ème} Conférence internationale sur les Petits Etats Insulaires en Développement

**Message de
S.E. M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie**

Seul le texte prononcé fait foi

**Excellences,
Mesdames, Messieurs,**

Du fait d'une crise beaucoup plus vaste, durable et profonde qu'on ne l'a cru, la richesse et la croissance mondiales ont connu, depuis 2007, une chute importante. Cette chute n'affecte pas seulement les plus développés, elle pèse également et surtout sur les pays les plus petits, les plus vulnérables et les plus pauvres. Ces pays ont vu se réduire leurs capacités d'exportation et diminuer les profits tirés des services. Cela s'est fait et se fait encore aux dépens de dépenses sociales essentielles - la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation et, désormais, l'adaptation au changement climatique.

Or la crise n'est pas née d'une conjoncture momentanément défavorable. Elle résulte de sérieux problèmes structurels. Un système, irréversiblement planétaire, a cru devoir éliminer l'essentiel des régulations, réduire au minimum le rôle des Etats et utiliser la finance et le commerce pour placer toute activité sous le double signe de la monétarisation et de la concurrence.

Mais l'accroissement de la richesse, la diversification des produits ne suffisent pas à assurer une croissance équilibrée des pays, une répartition équitable des revenus et un développement coordonné des compétences. Il est donc impératif de trouver de nouveaux modes de régulation. Il faut qu'un système multilatéral renforcé accorde une même attention à tous les pays et reçoive les moyens de rendre les politiques de ses membres à la fois plus transparentes et mieux adaptées à leur situation propre. Il faut rendre aux disciplines

essentiels de l'échange et du savoir toute leur valeur et toute leur efficacité.

De même que les êtres humains, les pays, différents en capacités et en potentiel, sont égaux en droit : c'est la mission des organisations internationales de veiller à la construction, à la mise en œuvre et au respect de ces droits.

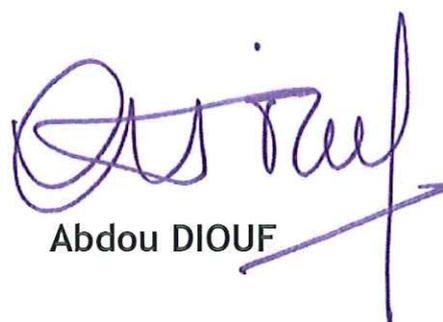
C'est pourquoi, aujourd'hui comme à Rio de Janeiro, Johannesburg, Copenhague, Barcelone, Nagoya et à nouveau Rio, ou bien à Cancun, à Hong Kong, à Bali, la Francophonie apporte son appui aux Organisations mondiales qui permettent aux pays tels que les Petits Etats Insulaires en Développement de s'organiser, d'améliorer leur coordination et de faire valoir leur point de vue. C'est pourquoi elle plaide pour le renforcement des Nations Unies et des différentes organisations spécialisées qui inscrivent le développement durable au cœur de leurs objectifs.

C'est pourquoi aussi la Francophonie attache une importance particulière aux dossiers tels que le soutien aux stratégies nationales de développement durable dans ses États membres. La mise en place de telles stratégies, au cours de la dernière décennie, a contribué à ancrer le développement durable comme principe incontournable dans tous les domaines d'activité. L'appropriation nationale sur ces enjeux complexes est en effet essentielle afin que les caractéristiques propres à chaque État soient prises en compte. Pour les petits États insulaires, c'est sur la question du **tourisme durable** que la Francophonie mène une initiative spécifique, mettant en exergue la façon dont les acteurs touristiques valorisent leurs avantages naturels et culturels, au

bénéfice de leur population permanente, tout en limitant les risques liés à une fréquentation touristique mal maîtrisée ou subie. Moteur important de l'économie de ces États, le tourisme a aussi de nombreux impacts, notamment sur la biodiversité, les émissions de GES et la gestion de l'eau et des matières résiduelles. Développer des outils pour générer un tourisme durable permet d'aborder ces enjeux de façon transversale et de mettre en avant les bonnes pratiques assurant une transition vers une nouvelle économie touristique, capitale pour le développement et le bien-être des populations insulaires.

En prenant pour thème « Le développement soutenable des Petits Etats Insulaire en Développement grâce à un partenariat authentique et durable », la 3^{ème} Conférence internationale nous semble œuvrer dans ce même esprit et donner un élan nécessaire alors que s'annoncent l'adoption des nouveaux Objectifs du Développement Durable et l'établissement du cadre de développement post-2015.

La Francophonie approuve et partage donc cette ambition et s'efforcera, avec tous ses pays membres et avec les instruments qui sont les siens, de contribuer à son succès.



Abdou DIOUF